

Newsletter



SOMMAIRE

1

2

3

4

5

6

SOMMAIRE

1

Emploi

Vague de recrutements à Nausicaá
17 000 emplois à pourvoir dans l'électromobilité, pour quels postes ?
La nouvelle directrice espère recruter et entretenir le lien avec la population
Métiers du numérique cherchent nouveaux profils désespérément, dont les femmes
Les travaux publics nordistes vont proposer 15 000 emplois en dix ans
Renault recrute 750 personnes pour fabriquer les Scenic et R5 électriques

2

3

Ouverture/ Entreprise

« Il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour les 180 salariés »
Après le rachat de leur usine, la fin du « cauchemar » pour les Buitoni ?
Négociations salariales : un piquet de grève devant la plateforme Lidl
« Pour moi, c'est foutu, mais si mon témoignage peut servir »

4

Hauts de France

Xavier Bertrand a « bien l'intention » d'être candidat en 2027
Qui est Bertrand Gaume, le nouveau préfet des Hauts-de-France ?
Le moral et les finances des brasseries sont au fond de la cuve, elles demandent de l'aide

5

National

Un million de Français pourraient ne pas recevoir le chèque énergie

6

Construction / travaux

En 2024, des projets toujours axés sur la transition écologique
APRÈS LE TEMPS DES ÉTUDES, LE TEMPS DES TRAVAUX
LES ÉOLIENNES SERONT ENFIN INSTALLÉES CETTE ANNÉE

En 2024, des projets toujours axés sur la transition écologique

La rénovation/extension du groupe scolaire De-Gaulle aura fait du budget communal 2023 le plus important jamais connu à Provville, a certifié l'adjoint aux finances lors des vœux. Les projets seront donc plus mesurés cette année.

PROVILLE.

L'an prochain, cela fera trente ans que Jean-Michel Dolacinski est adjoint aux finances au sein du conseil municipal. Et jamais, a assuré l'intéressé, le budget communal n'aura été aussi important qu'en 2023 : il a flirté avec les 7,5 millions d'euros, alors qu'il n'avait dépassé qu'une fois les 5 millions au cours de la dernière décennie. « *Les équilibres financiers sont respectés dans notre commune* », a cependant tenu à rassurer le responsable devant les centaines de Provillois réunis ce dimanche, dans la salle Saint-Exupéry, pour la cérémonie des vœux. Et de rappeler que les taux d'imposition sont inchangés depuis 2006... et le resteront !

Améliorer nos infrastructures et imaginer notre environnement dans une recherche d'équilibre raisonné et raisonnable.

Le gros dossier de l'année aura donc été présenté par Pierre Deleporte, « *seul adjoint à la transition énergétique du Cambrésis* », se plaît à rappeler le maire Guy Coquelle. Il s'agira de « ***la rénovation de la chaufferie centrale et des réseaux hydrauliques du complexe Alain Colas – Saint-Exupéry*** ». « *La chaudière est en fin de vie* », a résumé l' élu qui a aussi listé le réseau de distribution du chauffage à recalibrer, les sanitaires et douches à mettre aux normes, une VMC à installer dans les vestiaires... Les travaux devraient s'étaler de juin à septembre.

Comme en 2023 où les dépenses en matière d'éclairage public ont diminué de moitié, une nouvelle baisse est souhaitée en 2024. Elle s'appuiera sur la suite de l'équipement des points lumineux en LED (« *Il en reste 399, sur 511, à transformer* », a indiqué la première adjointe Thérèse Wargnies) ; et au raccordement, sans doute en février, des deux installations photovoltaïques municipales (réalisées sur l'école et la salle Gatien).

En matière de sécurité routière, la municipalité prévoit notamment d'implanter les panneaux routiers rappelant la limitation de vitesse à 30 km/h (notamment dans les rues adjacentes à la voie d'Hermenne) en vigueur depuis... 1997 !

Parmi les nombreuses animations, culturelles ou sociales, qui seront proposées, on retiendra le « Provville en musique » du 23 juin où des artistes amateurs provillois se produiront sur scène après avoir profité d'un « coaching » professionnel ; ou le salon « Vivre ensemble, du domicile à l'institution », autour du thème de la dépendance, proposé le 21 septembre.

Après avoir félicité chacun de ses adjoints et le conseil municipal junior pour leur travail, le maire Guy Coquelle a rappelé son ambition : « ***améliorer nos infrastructures et imaginer notre environnement dans une recherche d'équilibre raisonné et raisonnable*** ». Tout un programme !

Xavier Bertrand a « bien l'intention » d'être candidat en 2027

RÉGION.

Quand on l'interrogeait sur l'hypothèse d'une nouvelle candidature à la présidentielle 2027, quelques mois après sa défaite lors d'une primaire à droite qui l'avait laissé groggy, Xavier Bertrand bottait en touche et faisait mine d'en faire une question de détermination. Mais en vérité, le président des Hauts-de-France n'a jamais réellement abandonné son intention d'être candidat à la prochaine présidentielle, comme il l'a confirmé à nos confrères de *Ouest-France* dans une interview publiée hier.

Je suis convaincu qu'il n'y a pas une majorité de fachos dans notre pays mais il y a une majorité de Français en colère.

« Je n'ai pas changé d'ambition. Et j'ai appris de mes erreurs. Beaucoup aujourd'hui pensent déjà que 2027 sera le tour de Marine Le Pen. Pas moi ! », indique Xavier Bertrand. *« Je suis convaincu qu'il n'y a pas une majorité de fachos dans notre pays mais il y a une majorité de Français en colère. J'entends y répondre le moment venu. Donc non, en 2027, ça ne sera pas le tour de l'extrême droite. »*

L'ancien ministre de Jacques Chirac entend donc à nouveau se présenter comme un rempart au RN, un discours qu'il tient depuis son élection à la tête de la Région contre Marine Le Pen elle-même en 2015, puis en 2021 contre Sébastien Chenu. Et se faire le défenseur de l'autorité et des classes moyennes. *« Je veux qu'on soutienne les gens qui travaillent pour qu'ils puissent s'en sortir, ce que je fais dans ma région »,* insiste Xavier Bertrand qui a notamment mis en œuvre plusieurs aides directes, comme l'aide au transport ou l'aide à la garde d'enfant.

LE RETOUR DE L'EX-FAVORI DES SONDAGES À DROITE

Et au fond, l' élu picard reprend sa course là où les circonstances politiques l'avaient stoppé fin 2021. Après tout n'avait-il pas été le favori des sondages à droite avant la dernière présidentielle ? À la sortie de l'été 2021 pourtant, tout avait déraillé, entre la montée d'un Zemmour et surtout la bataille fratricide à LR, qu'il avait quitté avec fracas fin 2017 en désaccord avec la ligne Wauquiez. Une désertion que ses amis ne lui avaient jamais vraiment pardonnée, pas davantage que son retour à LR quelques mois seulement avant la primaire. Une erreur dont Xavier Bertrand a tiré les leçons en gardant depuis un pied dans le parti, quand bien même la ligne dure Wauquiez-Ciotti y domine toujours.

Cette déclaration d'intention ne manquera toutefois pas de semer un peu plus le trouble à LR, déjà sonné par le départ au gouvernement de Rachida Dati. Et dans une présidentielle à venir où le macronisme, qu'il étrille de plateaux en plateaux et à nouveau dans cette interview, devra faire sans Emmanuel Macron, Xavier Bertrand prend son élan. Objectif : tenter de capter cet électorat de droite qui fait la pluie et le beau temps sur l'élection suprême depuis 2017.

Le couloir est déjà encombré de concurrents potentiels, d'Édouard Philippe à Laurent Wauquiez, en passant par Bruno Le Maire et pourquoi pas Gérald Darmanin ou Aurélien Pradié... Contrairement au *teasing* un brin lassant dont il avait usé lors de la dernière campagne, Xavier Bertrand annonce la couleur assez clairement et très tôt. Il sait qu'il n'est pas seul dans son espace politique. Il sait aussi que c'est sans doute sa dernière occasion.

APRÈS LE TEMPS DES ÉTUDES, LE TEMPS DES TRAVAUX

MARCOING.

Les manifestations n'ont pas manqué lors de cette année 2023. Lors de ses vœux, Jean-Claude Guinet (*notre photo*) a tenu à remercier les associations du village : « *Cette année a aussi été marquée par diverses études en rapport avec les demandes de subventions obtenues concernant la rénovation du chauffage et la production d'eau chaude au stade ainsi qu'un bâtiment communal, des rues du Moulin, de l'Égalité et de la ruelle des Soupirs, et de la sécurisation de trois entrées du village (côté Prémy, Noyelles, Ribécourt-la-Tour). Ces travaux seront réalisés cette année.* »

D'autres projets à l'étude connaîtront des demandes de financement : l'extension du cimetière, ainsi que la boucle de chauffage des principaux bâtiments communaux qui engendrera des économies d'énergie et d'entretien. Les travaux du mille-clubs ont démarré en juin. Le couloir de l'école élémentaire a été repeint avec des coloris plus chaleureux et lumineux, et un nouveau tapis d'enrobé a été mis en place sur la rue de Cambrai. De même, depuis le 25 mai, une agence postale communale s'est créée en mairie afin de garder ce service public le plus longtemps possible et d'aménager de nouveaux horaires en adéquation avec les besoins de la population.

LES ÉOLIENNES SERONT ENFIN INSTALLÉES CETTE ANNÉE

REUMONT.

« *Nous avons des projets qui visent à entretenir et améliorer les infrastructures existantes. La solidarité doit donc jouer son rôle à plein !* » C'est par ces mots que le maire a débuté son allocution lors de ses vœux, dimanche dernier.

L'année 2023 a été une année

de transition, avec quelques travaux : extension du réseau électrique rue Grand-Mère, mise en place d'un espace informatique à l'école et achat de mobilier, entretien des bâtiments publics, adhésion au pack « mairie connectée »...

Projet né il y a plus de quinze ans, l'installation des éoliennes est enfin prévue dans le courant de l'année pour une mise en service en 2025.

Une étude de faisabilité pour la réhabilitation et la rénovation énergétique du foyer rural sera menée. Une autre étude est aussi en cours pour la pose de nouvelles caméras.

La démolition de la maison située au 8 rue du Temple, initialement prévue fin 2023, sera réalisée en 2024 en raison des intempéries. « *Pour un éventuel projet* », a indiqué le maire. Au niveau des manifestations qui ont pour objectif de rompre l'isolement, elles seront reconduites cette année.

Vague de recrutements à Nausicaá

Nausicaá recrute en ce moment ses saisonniers. C'est valable pour les « petites » vacances scolaires françaises et belges et pour la période de juillet-août.

Le plus grand aquarium d'Europe a besoin de personnes pour l'accueil (niveau B1 en anglais minimum, néerlandais et/ou allemand apprécié, bonne présentation et bonne élocution), pour la restauration, pour l'entretien (l'utilisation des machines spécifiques autolaveuse et monobrosse est demandée), et pour la boutique.

CV et lettre de motivation sont à envoyer par mail à rh@nausicaa.fr

« Il n’y a pas d’inquiétude à avoir pour les 180 salariés »

En fin d’année, l’entreprise cambrésienne Sofra-boutiques, qui emploie 180 salariés en France, a été placée en redressement judiciaire. Son gérant et fondateur Christian Vautrin se veut rassurant : l’entreprise est saine et se remettra de cette situation liée à des circonstances conjoncturelles, à savoir la pandémie de 2020.

CAMBRAI.

« *Jusqu’en 20219, tout se passait bien* », indique Christian Vautrin à propos de l’entreprise Sofra-boutiques qu’il a créée début 2012. « *Notre activité, c’est la gestion de points de vente en milieu hospitalier* », résume le gérant qui emploie 180 personnes sur une soixantaine de sites, le plus proche étant situé au sein de l’hôpital de Cambrai ; les plus éloignés, dans des établissements de la Côte-d’Azur.

Chacun de ces points de vente propose « *la presse, les cadeaux et de la restauration rapide* », poursuit le dirigeant. Et/ou des boissons chaudes et *snacking* dans des distributeurs automatiques. Et/ou la gestion du parc des téléviseurs installés dans les chambres.

LA FAUTE AU COVID

Concernant ce dernier service, « *nous avons développé Sofra-média, une application qui permet de gérer cela à distance, depuis un smartphone ou une borne* ». Une nécessité : « *À un moment, les boutiques ont été fermées en raison du Covid et on nous a demandé de laisser l’accès au parc gratuit... Mais nos remboursements liés aux investissements et les abonnements aux chaînes continuaient à courir ! Nous avons ainsi pu recommencer à louer notre parc.* »

Covid... le nom du mal par qui tout est arrivé est lâché. Car aux confinements divers ont succédé les plans blancs limitant les visites, toujours en vigueur. « *Or les visiteurs représentent 60 % de nos clients... et donc de notre chiffre d’affaires.* » À cette situation s’ajoutent diverses hausses : salariales (hausse de 18 % du SMIC en trois ans ; de 2 % des charges patronales...), des produits alimentaires (« *de 20 à 30 %* »)... « *Et par contrat avec nos clients, il ne nous a pas été possible de répercuter ces augmentations sur nos prix de vente.* »

En résumé : « *Notre chiffre d’affaires s’est effondré ; le coût de nos achats s’est envolé ; et les charges salariales ont augmenté* », liste Christian Vautrin, fataliste face au cocktail qu’il doit surmonter.

Certes, l’entreprise a pu profiter de quelques aides, mais pas de toutes ! Notamment des prêts garantis par l’État, « *qu’il nous faut maintenant rembourser en quatre ans... ce qui est beaucoup trop court ! Seule la situation de redressement judiciaire nous permet d’étaler ces remboursements sur dix ans* ». Une période que le dirigeant qualifie alors d’« *acceptable et réalisable* ».

Et Christian Vautrin d’insister : « *Nos difficultés sont conjoncturelles et non structurelles.* » La décision prise à l’encontre de Sofra-boutiques « *va nous permettre de surmonter nos difficultés financières. Nous allons préserver nos activités et surtout protéger l’ensemble de nos collaborateurs dont j’ai le plus grand respect* ».

Qui est Bertrand Gaume, le nouveau préfet des Hauts-de-France ?

Bertrand Gaume a officiellement pris ses fonctions de préfet des Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, succédant à Georges-François Leclerc, dont le passage a marqué les esprits.

HAUTS-DE-FRANCE.

« *Quand on politise la fonction préfectorale, on n'est plus dans la République.* » Devant la presse, à qui elle adressait ses vœux, hier, Martine Aubry a eu des mots très durs à l'endroit du préfet sortant, Georges-François Leclerc.

J'étais préfet de Corrèze quand François Hollande était président de la République. Je n'ai pas appliqué différemment les lois.

Au même moment, son successeur, Bertrand Gaume, prenait officiellement ses fonctions à l'occasion d'un dépôt de gerbe au monument aux morts, à Lille. De nombreux députés et sénateurs assistaient à cette cérémonie d'installation, de même que les représentants des corps officiels.

« HEUREUSE D'ACCUEILLIR UN PRÉFET RÉPUBLICAIN »

« *Je suis heureuse d'accueillir un préfet républicain* », lançait à distance la maire de Lille. Pour dire du bien du nouveau, mais aussi du mal de l'ancien.

Fils d'un cheminot et d'une femme de ménage, Bertrand Gaume, 49 ans, est diplômé de Sciences Po Lyon puis de l'ENA. Il arrive de l'Essonne où il était préfet depuis 2022, après l'avoir été en Corrèze puis en Vaucluse. Mais depuis que son nom est connu, chacun retient surtout qu'il a été directeur de cabinet du socialiste tendance aile gauche Benoît Hamon lorsqu'il était ministre de l'Économie sociale et solidaire puis de l'Éducation nationale. Son prédécesseur vient, lui, de quitter Lille pour prendre la direction du cabinet de Catherine Vautrin, bien marquée à droite.

Interrogé il y a quelques jours, Gérald Darmanin minimise cette différence politique apparente, soulignant que le préfet est le représentant de l'État. Bertrand Gaume ne dit pas autre chose et fait même vœu de « *neutralité* ». « *J'étais préfet de Corrèze quand François Hollande était président de la République. Je n'ai pas appliqué différemment les lois et les règlements en faveur des amis réels et supposés du président de la République.* »

Parmi ses priorités, « *d'abord et avant tout, la sécurité* ». « *Avec pour mots d'ordre, l'engagement, une grande rigueur et un sens de la proportionnalité en toutes choses. Et la persévérance.* » Et puis un accent à porter sur les violences intrafamiliales et la lutte contre le trafic de stupéfiants. « *Deuxième priorité, le développement économique et social, que l'on doit concilier avec les impératifs de transition écologique.* » Il cite le canal Seine-Nord, le doublement de la RN 2, Dunkerque 2030, le pacte Sambre-Avesnois Thiérache. Il hérite aussi de sujets délicats à commencer par le lycée Averroès pour lequel la décision du tribunal est imminente. Demain, il rencontrera la profession agricole et il est invité ce week-end par Patrice Vergriete et le sous-préfet à faire chapelle au carnaval de Dunkerque. Comme un baptême pour cet Auvergnat qui admet ne pas du tout connaître notre région.

Après le rachat de leur usine, la fin du « cauchemar » pour les Buitoni ?

Hier, le groupe Italpizza a annoncé le rachat de l'ancienne usine Buitoni de Caudry. La fin d'une période incertaine pour le site, qui, en mars 2022, avait été touché par un grave scandale sanitaire lié à la bactérie E.coli. Mais une question centrale demeure : qu'advient-il des anciens salariés ?

CAMBRAI.

Deux années de « *cauchemar* » sur le point de se terminer. Frédéric Bricout, maire de Caudry, aura attendu hier pour pouvoir affirmer que « *la page est en train de se tourner* ». La semaine dernière, Nestlé (dont Buitoni était la filiale) et le groupe Italpizza (le repreneur) se sont mis d'accord : le site caudrésien passe désormais sous pavillon italien, deux ans quasiment jour pour jour après le début de « l'affaire des pizzas contaminées ».

Parmi les anciens salariés du site, dont la moyenne d'âge est d'environ 50 ans, certains y ont travaillé pendant vingt ou trente ans.

Des pizzas probablement contaminées par la bactérie E.coli, dont l'ingestion aurait provoqué la mort de deux enfants et causé 54 autres contaminations.

Si la volonté de relancer la production pour l'automne a clairement été affichée hier dans son communiqué, Italpizza reste néanmoins plus flou concernant son processus de recrutement. Le repreneur va-t-il « repêcher » les anciens de chez Buitoni ? Le maire de Caudry précise bien que, sur ce point, aucun engagement n'a été pris par les Italiens.

CENT QUARANTE EMBAUCHES

Néanmoins, « *la logique entrepreneuriale voudrait qu'ils recrutent une main-d'œuvre expérimentée, qui connaît déjà l'usine et l'outil de production. (...) Parmi les anciens salariés du site, dont la moyenne d'âge est d'environ 50 ans, certains y ont travaillé pendant vingt ou trente ans* », déclare l' élu. « *Mais une main-d'œuvre expérimentée coûte plus cher qu'une main-d'œuvre jeune* », tempère-t-il.

Le groupe italien, qui se présente comme « *le leader dans la production de pizzas surgelées* », a affirmé hier que le recrutement du personnel s'étalera jusqu'à 2028. « *Italpizza a déjà entamé un processus de recrutement d'une vingtaine de collaborateurs environ dont la première mission sera la reconversion et le redémarrage des lignes de fabrication. Le personnel de production sera quant à lui recruté dans un deuxième temps* », précise l'entreprise, qui prévoit au total l'embauche de 140 salariés. Quant à Force ouvrière, le syndicat autrefois majoritaire au sein « des Buitoni », il reste dans l'expectative et attend de voir « *la qualité du repreneur* ».

Négociations salariales : un piquet de grève devant la plateforme Lidl

SAILLY-LEZ-CAMBRAI.

Dans un communiqué transmis hier après-midi, la CGT Lidl France invite « à une grève illimitée » à compter d'aujourd'hui. La centrale fustige les négociations annuelles en cours concernant les salaires du personnel qui, estime-t-elle, ne correspondent pas « à une reconnaissance du travail effectué et à l'investissement des salariés » de l'enseigne allemande.

« Les propositions de la direction de Lidl ne couvrent que l'inflation de l'année dernière », dénonce le syndicat : il n'y aurait « aucun gain de pouvoir d'achat, malgré des hausses conséquentes du coût de la vie (électricité, alimentation...) pour 2024. Les salariés Lidl vont donc encore passer une année avec un retard de pouvoir d'achat qui fragilise encore plus leur vie. »

Et de critiquer par ailleurs la baisse générale des effectifs (l'équivalent de 1,3 personne par site) alors que le discounter met sur la table plus de 1 milliard d'euros pour racheter des magasins Casino.

Ce matin, aux aurores, les syndicalistes locaux devraient installer un piquet de grève devant la base logistique Lidl de Sillery-lez-Cambrai. Dans un premier temps, il s'agira de distribuer des tracts aux chauffeurs se présentant, annonce le délégué syndical CGT Guillaume Frémaux. Mais le mouvement pourrait évoluer au cours de la journée.

17 000 emplois à pourvoir dans l'électromobilité, pour quels postes ?

Pas moins de 17 181 emplois pourraient être créés d'ici à 2027 dans la « vallée de la batterie » Hauts-de-France. Mais pour quels métiers, quels profils, et avec quelles formations ? Tour d'horizon.

Ils seront techniciens de maintenance, conducteurs de lignes, ingénieurs. Mais rien à voir avec les métiers traditionnels de l'automobile. La « vallée de la batterie » qui se bâtit en Hauts-de-France, avec ses quatre gigafactories (fabrication de batteries chez Verkor et ProLogium à Dunkerque, ACC à Billy-Berclau, AESC Envision à Douai), ses sites de recyclage (Suez-Eramet à Dunkerque, Battri à Saint-Laurent-Blangy, Li-Cycle à Harnes), mais également de production de matériaux spécifiques (comme XTC-Orano à Dunkerque), vont nécessiter de nouvelles compétences. Et surtout une main-d'œuvre abondante.

COMBIEN D'EMPLOIS ?

L'Association régionale de l'industrie automobile (Aria) estime que 17 181 emplois seront créés dans l'ensemble de la filière électromobilité régionale d'ici à 2027, dont 13 581 pour les seules gigafactories. En 2024, alors qu'ACC Douvrin a déjà commencé sa production, et que doit se lancer AESC Envision, ce sont 2 689 emplois qui sont déjà identifiés. ACC a déjà intégré près de 600 personnes (dont 400 reconvertis de l'ancienne Française de mécanique), AESC Envision table sur 770 embauches dès cette année.

QUELS EMPLOIS ?

« La maîtrise du process de fabrication d'une batterie est plus importante que chez un constructeur automobile », explique Luc Messien, coordinateur au sein d'Electro'Mob, association de 40 partenaires (industriels, monde académique, État, Région). « Il y a l'enjeu de la compétitivité face à la concurrence des mastodontes chinois. Pour assurer le bon démarrage de cette filière en région il faut former les meilleures compétences pour ceux qui vont piloter les nouvelles machines et les entretenir. »

Pas moins de 30 métiers clé ont été identifiés dans la filière batteries par l'Observatoire Compétences Industries, dans la chimie, la métallurgie, la plasturgie-composite et le recyclage.

« L'urgence des gigafactories concerne surtout les techniciens de maintenance et les conducteurs de ligne », explique Stéphane Rigaud, délégué général de l'Aria. « Des postes où il y a cinq fois plus de demandes de la part des industriels que de gens disponibles. »

Et des postes dont l'environnement (salles blanches, électronique de précision, port du masque) est radicalement différent de celui des usines traditionnelles.

QUELLES FORMATIONS ?

L'objectif d'Electro'Mob est de dispenser plus de 11 000 modules de formation aux nouvelles compétences de l'industrie automobile à l'horizon 2030.

Le Battery Training Center, inauguré à Douvrin en juin, premier centre européen de formation aux métiers de la batterie, a immédiatement été investi par la gigafactory voisine d'ACC pour y former ses premiers ouvriers. 400 heures de formation sont requises pour obtenir une certification reconnue par l'État. Un autre plateau technique a été créé par AESC Envision au sein du site Renault de Douai. Verkor possède son propre centre de formation à Grenoble.

« Six plateaux techniques doivent être créés dans la région, explique Luc Messien, dont deux à Dunkerque et un plateau mobile. » De quoi espérer tenir la cadence des formations nécessaires.

Mais le vivier de main-d'œuvre sera-t-il suffisant ? « C'est la grande question de l'attractivité, reconnaît Stéphane Rigaud. D'où l'enjeu de la communication. »

Electro'Mob veut lancer une grande campagne de sensibilisation à « ces métiers qualifiés et qualifiants », plutôt bien rémunérés (« entre 40 et 50 000 euros brut annuels pour un technicien de maintenance »), pouvant intéresser aussi bien les jeunes que les personnes en reconversion. Un site Internet est en cours de construction. Et la « vallée de la batterie » sera représentée en force avec ses grands recruteurs au sein du salon de l'Apprentissage à Lille Grand Palais les 15 et 16 mars prochain. Le défi de la formation est lancé.

La nouvelle directrice espère recruter et entretenir le lien avec la population

Après quatre ans sans cérémonie dans l'établissement, Jeanne Marie Marion-Drumez, la toute nouvelle directrice du centre hospitalier de Douai arrivée il y a quelques jours, a présenté ses vœux aux personnels et aux élus, mercredi. Elle espère attirer de nouvelles recrues.

En provenance de Montreuil-sur-Mer, Jeanne Marie Marion-Drumez est arrivée il y a quelques jours au centre hospitalier de Douai. Et elle s'est prêtée à l'exercice de la cérémonie de vœux, qui n'avait pas été organisée depuis quatre ans. « *Je suis accueillie par l'inquiétude exprimée par les équipes, les partenaires, les élus, les tutelles et la population face à une démographie médicale insuffisante* », notait-elle. Insistant sur le fait que, quoi qu'il en soit, « *vous devez être fiers de votre hôpital et du service qu'il rend* ».

Un hôpital qui a fait face à l'épidémie de Covid, obtenu une certification par la Haute autorité de santé (HAS) ainsi qu'une labellisation de la filière gériatrique, développé son plateau d'imagerie, etc. « *Le centre hospitalier de Douai ne peut pas se résumer à ses difficultés* », insiste-t-elle.

Jeanne Marie Marion-Drumez arrive à Douai au moment où le projet d'établissement est à écrire, « *dont l'élaboration nécessitera le temps d'un diagnostic complet et partagé* ».

Et la phase de diagnostic, la directrice est en plein dedans. Évidemment, l'un des gros chantiers sera la reconstruction du service des urgences, qui souffre. « *Les urgences, c'est la porte d'entrée de l'hôpital, ça impacte énormément la population* », confiait-elle en aparté, quelques minutes avant son discours. « *Avant tout, on doit une communication transparente à la population. On est un service public, on a des obligations. Il faut qu'on prenne le temps et la peine de présenter les services aux gens .* »

RECRUTER AUX URGENCES, EN GASTRO ET EN CARDIO

Elle a vu l'hôpital évoluer ces trois dernières décennies et « *c'est un vrai enjeu* », martèle-t-elle. *Il y a une difficulté d'accès aux soins. Ici sur un territoire rural, vous n'avez plus assez de spécialistes installés en libéral, tout arrive à l'hôpital.* » Et l'un des gros enjeux, selon elle, c'est l'attractivité. Elle voudrait attirer les nouvelles générations, dont les préoccupations et attentes ont changé, « *sans être caricaturales* ». Certaines spécialités se portent bien dans l'établissement, comme la gériatrie, l'obstétrique, la pédiatrie depuis peu. Un renforcement serait nécessaire « *aux urgences, en cardio et en gastro* ». Mais sans viser l'exhaustivité des spécialités : « *Le but est que la population du Douaisis trouve toujours une réponse sur le territoire, pas forcément à l'hôpital.* »

M me Marion-Drumez loue par ailleurs le fait de pouvoir s'appuyer sur le travail en pluridisciplinarité, notamment avec les trois communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) du Douaisis. Et les partenariats, notamment au sein du groupement hospitalier du Douaisis (GHT) avec l'hôpital de Somain. Bref, elle n'entend pas travailler en autarcie. « *On s'entraide .* »

« Pour moi, c'est foutu, mais si mon témoignage peut servir »

Gaëtan Lesne, gérant de la brasserie le Mac Lean à Cambrai, a ouvert quelques semaines avant le Covid. Mais son commerce a été liquidé le 24 janvier. Il témoigne.

CAMBRAI.

« *Il faut être soit courageux, soit inconscient.* » Gaëtan Lesne avertit qu'avoir les reins solides est indispensable pour ouvrir un commerce en pleine crise économique. Mais en novembre 2019, lorsqu'il a récupéré le fonds de commerce au 7, rue du Général-de-Gaulle – anciennement le Pacific –, le contexte n'était pas le même : le Covid n'avait pas encore perturbé notre quotidien et le déclenchement d'un conflit européen restait peu probable.

En septembre, on était à -35% de fréquentation. Pourquoi ? Parce que les gens n'ont plus d'argent.

Mais les déconvenues extérieures se sont additionnées dès l'ouverture, à Cambrai, du Mac Lean : « *Le pass sanitaire nous a fait très mal. Ensuite, il y a eu la crise de l'énergie... Dès le 1^{er} décembre 2022, ma facture de gaz a augmenté à peu près de moitié. Je suis passé de 650 € à 1 300 € par mois. Et la guerre en Ukraine, durant laquelle le prix de la viande a augmenté de +35 % et celui de la crèmerie, de +25 %.* »

Même son de cloche que les nombreux témoignages recueillis dans la presse : Gaëtan Lesne assure qu'il ne se versait plus de salaire. Et la question a été réglée en décembre. C'est là que le gérant du Mac Lean a pris la décision de fermer : « *En septembre, on était à -35 % de fréquentation. Pourquoi ? Parce que les gens n'ont plus d'argent (...). Ils sacrifient les vêtements ou les restos.* » Les petits plaisirs en somme.

« *Ma seule volonté à ce moment-là, ça a été de préserver les emplois. J'ai donc fait une liquidation judiciaire avec plan de cession. Mes trois employés ne seront pas au chômage* », pointe le gérant, qui a donc trouvé un repreneur. Seule éclaircie au tableau.

RANCŒUR ENVERS L'ÉTAT

Aujourd'hui, Gaëtan Lesne conserve son bagou et confie avoir « *quelques pistes* » pour son avenir. Mais sa rancœur est tenace, notamment à l'égard du gouvernement « *qui aurait dû geler le remboursement des prêts garantis par l'État* » et « *baisser la TVA* ». « *Je me demande aussi ce qu'a fait l'UMIH, notre syndicat, pour les restaurateurs...* », s'interroge-t-il, dubitatif. Tout comme Betty et Jean-Yves Butteux d'ailleurs, que nous avons rencontrés la semaine dernière.

Justement, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) aura l'occasion de discuter avec les restaurateurs lors d'une grande rencontre entrepreneuriale, demain, à Cambrai.

Un million de Français pourraient ne pas recevoir le chèque énergie

Le chèque énergie est un dispositif qui doit aider 5,6 millions de bénéficiaires à régler leurs factures. Mais un million d'entre eux pourrait ne pas le recevoir, ou en tout cas, ils devront le réclamer, à cause d'un couac administratif.

FRANCE.

Invité lundi soir sur France 5 dans l'émission « C à vous », le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a évoqué des « *raisons techniques* » pour expliquer le couac dans la prochaine distribution des chèques énergies, destinés à aider 5,6 millions de bénéficiaires à payer leurs factures de gaz et d'électricité. La faute à la disparition de la taxe d'habitation sur les résidences principales, qui jusqu'ici permettait de croiser les données des ayants droit avec la déclaration des revenus. « *Les associations de consommateurs ont bien fait d'identifier le problème* » a admis le ministre sur France 5.

« *La disparition progressive de la taxe d'habitation, annoncée il y a 4 ans, est la cause de l'impasse dans laquelle se trouvent les services fiscaux pour identifier les occupants d'un même foyer et calculer le nombre d'unités de consommation (avec un plafond de 11 000 euros par unité de consommation)* », ont dénoncé les associations.

« INCOMPRÉHENSIBLE... »

Résultat, on estime à un million de nouveaux bénéficiaires qui seront lésés par ce couac, qui était pourtant prévisible. « *C'est incompréhensible, alors que les tarifs réglementés de vente d'électricité ont augmenté de 39 % depuis début 2023, que la sortie progressive du bouclier tarifaire génère une augmentation du prix de l'électricité de 10 % depuis le 1^{er} février 2024, que la taxe sur le gaz (TICGN) vient de passer de 8 à 16 %, que le tarif d'acheminement du gaz va majorer la facture de chauffage de 5,5 % et que celui de l'électricité augmentera très probablement dans le même ordre de grandeur dans les prochains mois* », ajoutent les associations.

Interrogé par *Le Parisien*, Bercy indique remettre « *tout ça d'équerre* » mais cela se fera « *en deux temps* ». Les chèques seront envoyés selon les données de 2022, puis ceux qui se pensent bénéficiaires devront faire une réclamation, a détaillé le ministre.

« *Un site internet sera créé pour leur permettre de se manifester, pour faire valoir leurs droits* », a précisé son ministère, qui vient de récupérer la tutelle de l'énergie.

Métiers du numérique cherchent nouveaux profils désespérément, dont les femmes

Il y a quelques jours était organisée la Semaine des métiers du numérique. Des métiers dont les effectifs ont bondi de 30 % en cinq ans, et qui cherchent à attirer de nouveaux profils, dont les femmes.

HAUTS-DE-FRANCE.

Nous avons près de 5 000 offres disponibles déposées à France Travail, à 92% en CDI. FRÉDÉRIC DANIEL, DIRECTEUR HAUTS-DE-FRANCE DE FRANCE TRAVAIL

Le numérique est partout, dans nos vies, mais également dans nos métiers. Services informatiques, cybersécurité, codage, développeur, maintenance, analyse des données, création de sites web, plus de 800 métiers sont recensés dans la filière numérique, qui représente 47 700 emplois directs dans notre région, dans 17 500 entreprises pour un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros (sources EY et EuraTechnologies).

MULTIPLIER LES PROFILS

« Mais on peut estimer à 60 000 le nombre de salariés si on intègre tous les services numériques intégrés dans chaque entreprise », explique Frédéric Danel, directeur Hauts-de-France de France Travail (ex-Pôle emploi). Une filière qui embauche à tour de bras et connaît une véritable tension dans sa recherche de main-d'œuvre.

« Les effectifs du numérique ont bondi de 30 % en cinq ans », commente Frédéric Danel. « Nous avons près de 5 000 offres disponibles déposées à France Travail, à 92 % en CDI. »

« Il y a une vraie tension sur ces emplois », explique Pierre-Olivier Thomas, délégué régional de Numeum, syndicat professionnel de l'industrie du numérique. Les entreprises recherchent des personnes qualifiées, expérimentées. Les jeunes sortant de la formation initiale trouvent immédiatement du travail. Mais cela ne suffit pas pour répondre à la demande. Il est donc urgent de multiplier les profils et sources de recrutement, comme l'alternance et l'apprentissage, la reconversion professionnelle, la montée en compétences. Et il est urgent d'attirer plus de jeunes femmes dans ces métiers, elles ne représentent que 29 % des effectifs du numérique. »

D'où l'enjeu de la Semaine nationale des métiers du numérique, organisée par France Travail qui s'est achevée il y a quelques jours. Plus de 200 événements étaient organisés sur tout le territoire des Hauts-de-France, à l'attention des publics des quartiers, des femmes, des jeunes et moins jeunes en reconversion, des créateurs d'entreprise. « Notre ambition, c'est attirer en suscitant les vocations, former, recruter », rappelle Frédéric Danel. L'an passé nous avons réalisé 4 500 formations dans le secteur du numérique. »

« Les métiers les plus demandés sont ceux de développeur web, les métiers de la data (la donnée), la cybersécurité, les commerciaux et les métiers liés aux infrastructures, l'organisation des systèmes informatiques », explique François Infantes, délégué régional de l'Opco Atlas (opérateur de compétences des métiers des services financiers et du conseil). « Mais plein de nouveaux métiers du numérique se créent. Les postes s'ouvrent, de quoi attirer de nouveaux profils. »

Le moral et les finances des brasseries sont au fond de la cuve, elles demandent de l'aide

La consommation n'est pas à la fête et la bière artisanale subit une baisse des ventes. Les petites brasseries risquent, pour beaucoup, de boire le bouillon. La profession demande le soutien du gouvernement.

RÉGION.

En novembre, la brasserie Quartier Nord, à Nœux-les-Mines, vidait définitivement ses fermenteurs. « *On ne pouvait pas vivre de cette activité* », déploraient ses créateurs. Avant elle, à Bruay-la-Buissière, la microbrasserie Coesette avait aussi fermé, victime de la hausse des coûts de l'énergie. À Roubaix, la brasserie Hub avait dû cesser son activité au printemps, étranglée par l'augmentation du prix des matières premières. Son créateur pointait alors du doigt un sérieux problème : « *Bien qu'en vogue, la bière artisanale reste un marché de niche. On est de plus en plus nombreux à se partager le gâteau .* »

À l'échelle nationale, il y a eu, en 2023, 60 fermetures de brasseries, soit plus de trois fois plus qu'en 2022.

Beaucoup de brasseries se sont créées ces dernières années. Trop peut-être pour atteindre durablement la rentabilité dans un contexte difficile.

Dans les Hauts-de-France, on compte 200 brasseries en activité : une grosse poignée qui a passé le stade industriel, une grande majorité de petites structures. Or, « *une brasserie sur dix envisage une fermeture en 2024* », prévient de Syndicat national des brasseurs indépendants (SNBI). Une prévision qu'avait faite pour 2023 Pierre Marchica, le directeur général de la brasserie Trois-Monts à Saint-Sylvestre-Cappel et président des Brasseurs des Hauts-de-France.

Ce syndicat professionnel vient de publier une étude qui détaille les difficultés du secteur. En premier lieu, la hausse des coûts, notamment de l'énergie, qui affecte 81 % des établissements. Une brasserie sur deux aurait des difficultés à rembourser son prêt garanti par l'État (PGE) et deux tiers demandent un étalement des remboursements.

Dans la grande distribution, la baisse de consommation de la bière serait de 4,5 %, entraînant une baisse de la marge pour deux tiers des brasseries. À l'échelle nationale, il y a eu, en 2023, 60 fermetures de brasseries, soit plus de trois fois plus qu'en 2022.

Une situation tendue qui incite les Brasseurs de France à demander un étalement des remboursements des PGE, un moratoire sur la fiscalité, une simplification des procédures et surtout un soutien à la trésorerie. Un coup de pouce que le Syndicat national des brasseurs indépendants évalue à 20 millions d'euros, arguant du fait que le gouvernement vient d'accorder 230 millions à la viticulture.

Le SNBI demande une taxe comparable à celle pratiquée sur le vin, la dispense de licence pour vendre sur le lieu de production, la revalorisation de la consigne du fût de bière... Des aides « *indispensables à la survie de nos petites structures* », insiste le syndicat.

Les travaux publics nordistes vont proposer 15 000 emplois en dix ans

Les Hauts-de-France doivent s'attendre à une explosion des besoins d'emploi dans les années à venir, une situation exceptionnelle inconnue ailleurs à l'échelle nationale. Les grands chantiers sont annoncés, mais comment suivre le rythme des embauches ?

RÉGION.

C'est presque un appel à l'aide que lance Frédéric Pissonnier, le président de la fédération régionale des travaux publics (FRTP), 26 000 salariés dans 700 entreprises en Hauts-de-France, 85 % de PME avec un effectif moyen d'une petite trentaine de personnes. Nos « TP » jouaient leur partie dans un contexte relativement favorable, la conjoncture est bonne depuis 2017. Mais l'horizon ne recule plus et ce qui se profile enthousiasme autant qu'inquiète les responsables du secteur.

Si on ne fait rien, on se fera piquer le boulot par les Espagnols ou les pays de l'Est. Déjà, les entreprises du Grand Paris viennent débaucher sur nos chantiers. FRÉDÉRIC PISSONNIER (FRTP)

LES AUTOROUTES DE L'EMPLOI

Lequel va devoir recruter environ 15 000 personnes dans les dix ans à venir, et c'est un minimum. Il faut compter les 3 000 embauches annuelles liées au turnover habituel dans la construction rénovation d'infrastructures et de canalisations – tout ce que nous avons sous nos pieds, ainsi que le millier de chauffeurs en tous genres (camions toupies, livreurs de matériaux sur les chantiers...).

Surtout, il faut y additionner les recrutements liés aux grands travaux annoncés. D'ici trois à quatre ans, près de 3 700 postes rien que pour le canal Seine-Nord dans les trois ans. Pour les réacteurs nucléaires EPR programmés à Gravelines, dans quatre ans, au moins 3 000 emplois par an pendant trois ans. Les gigafactories automobiles auront également besoin de nombreux ouvriers qualifiés et encadrants dans les cinq prochaines années, comme le Plan eau ou le projet pharaonique et non encore financé de RER entre Lille et Lens-Douai, entre 8 et 10 milliards d'euros. Ce n'est pas tout. La MEL (Métropole européenne de Lille) va lancer ses premiers appels d'offres pour renouveler d'ici 6 à 8 ans l'ensemble de son schéma directeur d'infrastructures de transport et là encore, il faudra du monde pour les travaux publics.

TOUT EST BON ET TOUT SERA UTILE

« Aucune autre région française doit faire face à cette situation sur l'emploi à pourvoir », estime Frédéric Pissonnier. *Si on ne fait rien, on se fera piquer le boulot par les Espagnols ou les pays de l'Est. Déjà, les entreprises du Grand Paris viennent débaucher directement sur nos chantiers* », vient-il ajouter. Dans ce contexte, tout est bon et tout sera utile pour embaucher, des viviers sont identifiés. L'école supérieure des conducteurs de travaux de Villeneuve-d'Ascq ou le centre de formation de la FRTP en lycée pro à Bruay-la-Buissière ont des jeunes à proposer. Et l'immigration pourrait être aussi un recours.

Au groupement d'employeurs valenciennois, on insiste sur les formations en alternance en entreprises, avec une majorité de travailleurs africains ou issus des centres de réfugiés. Comme la FRTP s'intéresse aux plus jeunes, décrocheurs scolaires à 16 ans qui pourront être embauchés au SMIC. Ils sont 250 à avoir été identifiés, reste pour eux à s'engager dans le métier.

Renault recrute 750 personnes pour fabriquer les Scenic et R5 électriques

Après une première vague d'embauches l'an dernier, l'usine Renault Douai (appelez-la Ampere ou Renault ElectriCity Douai) lance une nouvelle campagne de recrutement.

LAMBRES-LEZ-DOUAI. Le virage a été pris et plus rien ne doit désormais contrarier l'ambition de Renault Douai : devenir prophète en son pays en incarnant (avec les sites de Maubeuge et Ruitz, près de Béthune) le centre de production de véhicules électriques le plus important d'Europe. Pour remporter cette bataille livrée dans un contexte hyperconcurrentiel, il faut des troupes, et l'usine met tout en œuvre pour attirer des publics qui ne viennent plus forcément à elle naturellement.

Après avoir embauché l'an passé près de 500 personnes pour produire la Mégane E-Tech (une centaine a décroché un CDI), la manufacture douaisienne « passe la seconde ». « *Après Mégane électrique, le Scenic E-Tech va entrer en production, confirme Luciano Biondo, patron d'Ampere, la filiale tout-électrique de Renault. La R5 électrique, pour laquelle nous travaillons à l'obtention du label Made in France, sera lancée avant l'été. D'où la création d'une deuxième équipe.* »

En s'appuyant sur France Travail (ex Pôle Emploi), Renault Douai entend recruter 750 opérateurs d'ici juillet (emboutissage, tôlerie, peinture, montage, logistique, qualité, batterie...) : 500 en CDD (12 mois, renouvelable 6 mois) et 250 en intérim, avec ou sans expérience du monde de l'automobile. Ils travailleront en horaires postés (5 h 15 – 13 h ; 13 h 15 – 21 h) pour un salaire d'entrée supérieur au SMIC, auquel s'ajouteront plusieurs primes et avantages propres à l'entreprise.

L'usine espère conjuguer 30 % de ces recrutements au féminin. Et octroyer un tiers des postes à des allocataires du RSA. Pour l'heure, 160 candidats ont réussi les tests (dont 94 % originaires du Douais), qui vont bénéficier de la formation prévue par le constructeur, passée de cinq à sept semaines, avant de signer leur contrat.

FORMATION ALLONGÉE

« *Cet allongement de la durée de formation doit inciter les personnes à ne pas abandonner. Ce qu'on a pu déplorer, par instants, l'an passé, confie Sébastien Delouf, le directeur des ressources humaines. On veut dédramatiser la première confrontation avec la chaîne de fabrication. Nos futurs collaborateurs seront formés à la sécurité, visiteront l'usine avant de poursuivre leur formation sur site, en horaires postés. Ils bénéficieront notamment de l'aide de coachs sportifs pour les préparer à l'effort.* »

Luciano Biondo voit plus loin pour bichonner les bleus. « *Pour contrer les difficultés qui conduisent des salariés à arrêter, on doit travailler sur l'écosystème. On a des projets de rapprochement avec des bailleurs sociaux sur la question du logement. Pour ce qui est de la mobilité, on devrait aussi leur permettre d'acquérir un véhicule en leasing, en bénéficiant d'un microcrédit.* »

Envoyer CV et lettre de motivation à : jepostule-ampere-electricity.59121@pole-emploi.fr

Newsletter



À la semaine prochaine

